

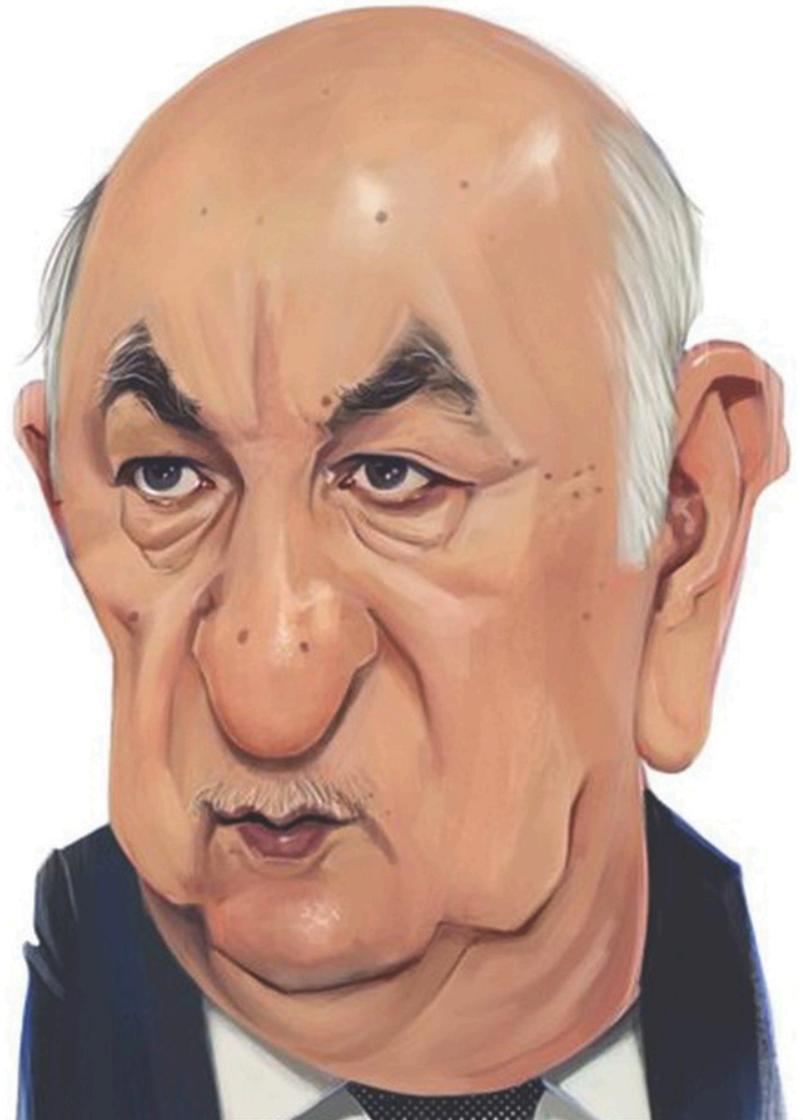


Les faits en question, les idées en réponse !

Tebboune et l'art du déni

Entre
contradictions
et absurdie
diplomatique

Un isolement
international
masqué par
des discours
grandiloquents



Ses discours sont de plus en plus difficiles à saisir !

#ROOM

Quand la présidente mexicaine pulvérise l'arrogance américaine, brique par brique !



Un discours truffé de contradictions qui illustre l'isolement diplomatique algérien
L'obsession du passé colonial comme écran de fumée aux échecs du régime
La répression des voix dissidentes, un aveu d'impuissance du pouvoir algérien



EXPERTS INVITÉS # CHRONIQUEURS # QUARTIER LIBRE

Le protectionnisme de Trump va-t-il conduire de nouveau à une guerre commerciale ?

Maroc-élections : Est-il vraiment nécessaire d'attendre la fin de mandat ?

Tribune : Nostalgie et colère face au monde moderne

INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES
EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

STREAM LIVE
00:29:48

R212 WEB RADIO

لو يكاند

BREAKING NEWS

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma +212 666-863106 @lodjmaroc

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE
ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

SOMMAIRE

- 04** ÉDITO D'OUVERTURE : TEBBOUNE ET L'ART DU DÉNI : ENTRE CONTRADICTIONS ET ABSURDE DIPLOMATIQUE
- 06** QUAND LA PRÉSIDENTE MEXICAINE PULVÉRISE L'ARROGANCE AMÉRICAINE, BRIQUE PAR BRIQUE !
- 08** MAROC-ÉLECTIONS : EST-IL VRAIMENT NÉCESSAIRE D'ATTENDRE LA FIN DE MANDAT ?
- 10** LE PROTECTIONNISME DE TRUMP VA-T-IL CONDUIRE DE NOUVEAU À UNE GUERRE COMMERCIALE ?
- 12** TRIBUNE : NOSTALGIE ET COLÈRE FACE AU MONDE MODERNE
- 14** LE WOKISME CALCINE !
- 16** DE LA "DÉNAZIFICATION" À LA "DEWOOKINISATION"
- 18** TRUMP ET LE MAROC, À QUOI FAUT-IL S'ATTENDRE ?
- 20** FASCISME EN AMÉRIQUE : ET S'IL NE S'AGISSAIT QUE DU DÉBUT !?
- 24** GOUVERNEMENT AKHANNOUCH II, 100 JOURS, SANS ÉCLAT...
- 26** LE MAROC SIGNE 27 ACCORDS POUR RENFORCER SA DIPLOMATIE

 **DÉBATS**

 **L'OPINION DES JEUNES**

 **الرسالة**
ARRISSALÁ. SA

Imprimerie Arrissala

I-DÉBATS NUMÉRO ZÉRO - FÉVRIER 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI
MAQUETTES WEB : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma 

Tebboune et l'art du déni : entre contradictions et absurdité diplomatique

Un isolement international masqué par des discours grandiloquents

Les récentes déclarations du président algérien Abdelmadjid Tebboune, livrées dans un entretien exclusif au quotidien "L'Opinion" en France, révèlent une accumulation de contradictions et d'assertions approximatives, traduisant un malaise profond dans la politique étrangère et interne de l'Algérie. Entre tentatives de victimisation, négation de réalités géopolitiques et posture défensive face aux critiques, Tebboune illustre une stratégie où l'incohérence devient un mode de gouvernance.

Le chef de l'État algérien semble s'être enfermé dans une logique de confrontation systématique, notamment avec la France. Accusant Paris de jouer un double jeu, il dénonce une « hostilité » française tout en réclamant un réchauffement des relations bilatérales. Pourtant, l'histoire récente montre que l'Algérie n'a cessé d'attiser elle-même les tensions en conditionnant le dialogue à des exigences mémorielles excessives et à des postures radicales sur des dossiers internationaux, notamment la question du Sahara occidental.

L'une des affirmations les plus surprenantes de Tebboune concerne la reconnaissance par Emmanuel Macron de la « marocanité » du Sahara occidental, décision qu'il qualifie d'« erreur grave ». Pourtant, la France, tout comme de nombreux autres pays, se conforme à une dynamique diplomatique évidente, où l'option marocaine est perçue comme la seule issue viable au conflit. En s'obstinant à nier cette évolution, Tebboune affiche une posture archaïque, en total décalage avec la realpolitik mondiale.

L'Algérie a toujours usé du registre victimaire dans ses relations avec la France. Tebboune s'insurge contre les accusations de « rente mémorielle », affirmant que son pays ne fait qu'honorer ses martyrs. Cependant, il élude le fait que ce passé colonial est régulièrement instrumentalisé pour masquer les échecs économiques et sociaux du régime. Loin d'être une simple commémoration, cette stratégie sert d'outil de diversion pour un pouvoir en mal de légitimité.

Par ailleurs, Tebboune tente de justifier la persistance de ce conflit mémoriel en comparant la colonisation française en Algérie à l'occupation nazie en France. Une analogie aussi grossière qu'erronée, ignorant la complexité historique de la période coloniale et ses dynamiques internes propres. Ce discours, destiné à alimenter une rancœur collective, entretient un ressentiment stérile au lieu de favoriser une coopération tournée vers l'avenir.

Le président algérien s'en prend violemment aux figures politiques françaises, notamment Eric Ciotti et Marine Le Pen, les accusant d'adopter une posture hostile envers l'Algérie. Pourtant, il feint d'ignorer que ces positions, aussi dures soient-elles, trouvent un écho dans une partie de la classe politique et de la population française, lassée par l'attitude ambivalente



du régime algérien. Tebboune élude également la responsabilité de son propre gouvernement dans la détérioration des relations bilatérales, préférant accuser la France de tous les maux.

Son discours sur la gestion des flux migratoires frôle l'absurde. Il affirme que la majorité des Algériens présents en France sont des étudiants ou des professionnels qualifiés, minimisant l'ampleur du phénomène de l'immigration clandestine. Or, les tensions sur la question migratoire sont en grande partie nourries par le refus des autorités algériennes de délivrer des laissez-passer consulaires pour le retour de leurs ressortissants en situation irrégulière. Loin d'assumer ses responsabilités, Tebboune préfère jouer les indignés lorsque des mesures de restriction des visas sont envisagées.

Le président algérien revendique une diplomatie d'équilibre entre grandes puissances, se félicitant de relations privilégiées avec la Chine, la Russie et les États-Unis. Pourtant, en analysant les faits, il devient clair que l'Algérie se trouve en réalité en position d'isolement progressif. Si Pékin et Moscou maintiennent des relations économiques avec Alger, c'est avant tout par intérêt stratégique, notamment pour les hydrocarbures et les contrats d'armement. Sur le plan diplomatique, l'Algérie peine à jouer un rôle majeur, reléguée à la périphérie des grandes décisions internationales.

Dans cette logique de négation de l'évidence, Tebboune va jusqu'à affirmer que l'Algérie serait prête à normaliser ses relations avec Israël « dès qu'un État palestinien sera créé ». Une déclaration purement rhétorique, visant à se donner une posture de modération alors que l'Algérie figure parmi les pays arabes les plus hostiles à Tel-Aviv. De même, son plaidoyer en faveur de la Syrie apparaît comme un aveu d'échec d'une diplomatie incapable d'avoir une influence réelle sur les grands dossiers du Moyen-Orient.

Si Tebboune critique la France pour son supposé manque de respect envers l'Algérie, il oublie de mentionner la répression systématique des opposants et des intellectuels dans son propre pays. L'exemple de Boualem Sansal est particulièrement révélateur. L'arrestation de cet écrivain, connu pour ses positions critiques envers le régime, a suscité l'indignation internationale. Pourtant, Tebboune tente de minimiser l'affaire, allant jusqu'à insinuer des liens troubles entre l'auteur et des cercles diplomatiques français. Un procédé classique de diffamation visant à discréditer toute voix dissidente.

Les contradictions flagrantes dans son discours montrent un régime incapable de se positionner clairement sur la scène internationale et de gérer efficacement ses relations avec ses partenaires. oin de s'affirmer comme une puissance régionale influente.

Par ailleurs, la confiscation du livre L'Algérie juive de Hédia Bensahli illustre la censure qui règne en Algérie sur certaines questions historiques. En voulant effacer des pans entiers de son passé, le régime montre une fois de plus son incapacité à assumer son héritage pluriel et sa volonté de verrouiller toute réflexion critique sur son histoire.

En définitive, cette interview de Tebboune reflète un pouvoir à la dérive, oscillant entre paranoïa diplomatique et fuite en avant idéologique.

Un discours truffé de contradictions qui illustre l'isolement diplomatique algérien

L'Algérie sous Tebboune semble s'enfoncer dans une posture défensive stérile, où la rhétorique belliqueuse sert à masquer une réalité plus inquiétante : celle d'un pays en panne de projet politique et économique viable.

Rédigé par Adnane Benchakroun



QUAND LA PRÉSIDENTE MEXICAINE PULVÉRISE L'ARROGANCE AMÉRICAINE, BRIQUE PAR BRIQUE !

Dans un discours aussi cinglant qu'irrésistible, Claudia Sheinbaum, présidente du Mexique, a répondu avec ironie à l'obsession de Donald Trump pour son fameux mur à la frontière. Avec une pointe d'humour et une bonne dose de sarcasme, elle a rappelé aux Américains que le monde ne tourne pas autour d'eux.

Quand le Mexique rappelle aux États-Unis qu'ils ne sont pas seuls au monde

« Vous voulez un mur ? Très bien. Mais avant de poser la première brique, sachez qu'il y a, de l'autre côté, 7 milliards de personnes. Ou, si vous préférez, 7 milliards de consommateurs, car c'est peut-être le seul concept que vous comprenez », a-t-elle lancé.

Dans une démonstration implacable, Sheinbaum a énuméré les alternatives qui existent à l'économie américaine. « Si ces 7 milliards de consommateurs décident de remplacer leurs iPhones par des Samsung ou Huawei, cela pourrait arriver en moins de 42 heures. Levi's ? Nous avons Zara. Ford et Chevrolet ? Nous avons Toyota, Renault ou BMW, techniquement supérieures. »

Elle ne s'est pas arrêtée là. La présidente mexicaine a également attaqué le monopole culturel américain, affirmant que le monde pourrait très bien se passer d'Hollywood ou de Disney, préférant des productions européennes ou latino-américaines.

Le message est clair : le mur que Trump veut construire ne fera qu'isoler les États-Unis, non seulement géographiquement, mais aussi économiquement et culturellement. « Si ces 7 milliards de consommateurs cessent d'acheter vos produits, votre économie s'effondrera. Vous viendrez nous supplier de démolir ce mur. »



Avec ce discours, Claudia Sheinbaum ne s'est pas contentée de critiquer une politique migratoire. Elle a offert une leçon magistrale à une Amérique souvent aveuglée par son arrogance.

Rédigé par Mohamed Ait Bellahcen

L'OPINION DES JEUNES



**Rejoignez notre chaîne WhatsApp
pour ne rien rater de l'actualité !**



SCAN ME

@lodjmaroc      

MAROC-ÉLECTIONS : EST-IL VRAIMENT NÉCESSAIRE D'ATTENDRE LA FIN DE MANDAT ?

Depuis que le roi Mohammed VI est monté sur le trône, le calendrier électoral a été respecté ; une élection tous les cinq ans, à l'exception notable de 2011, avec le mouvement social, le changement de constitution et les élections (légèrement) anticipées. En 2021, re élections, et une majorité étrange s'est constituée, et depuis elle gouverne le pays... enfin, « gouverner »... Mais il est rare, inédit, inhabituel, et pour tout dire, exceptionnel d'enregistrer un tel degré de colère et de rejet d'un gouvernement, comme pour celui d'Aziz Akhannouch. Alors la question de pose : Est-il vraiment nécessaire d'attendre la fin du mandat ?

Le 8 septembre 2021 au soir, alors que les premiers résultats tombaient et que les premières indiscretions apparaissaient, le Maroc croyait avoir trouvé la combinaison gouvernementale magique, en l'occurrence une technocratie politique, ou une politique technocratique. Avec un doux mélange entre les idéologues conservateurs de l'Istiqlal, les agitateurs d'idées (confuses peut-être mais idées quand même) du PAM, et les technos autoproclamés « socio-démocrates » du RNI.

Mais personne n'avait pensé que la puissance bleue du RNI allait tout rafler, phagocytter l'ensemble, réduisant les deux autres partenaires au rôle de figurants. Aziz Akhannouch a tenu à prendre la place centrale dans ce gouvernement, et c'est normal, puisqu'il en est le chef. Le problème est qu'une fois arrivé à ses fins, il s'est tu, sauf quand il égrène les millions et les milliards, se préoccupant peu de la vraisemblance de ses chiffres. Le Maroc s'est donc retrouvé avec un chef de gouvernement silencieux, fugace, inaccessible, limite hautain, ne parlant que quand il le décide, sur ce qu'il décide, et de la manière qu'il décide.

A côté du silence observé par le chef du gouvernement, les problèmes ont commencé à s'accumuler et, dans le même temps, les grands projets que M. Akhannouch s'est engagé à réaliser traînent le pas. La réforme de la santé, dans le cadre de la protection sociale, n'est peut-être pas encore un échec mais disons qu'elle ne prend pas le chemin du succès. L'éducation nationale, dont la réforme a été correctement mise sur les rails, a été torpillée par une confusion gouvernementale et une cacophonie syndicale, avant de changer de mains, troquant le très expérimenté mais très docile Chakib Benmoussa par un illustre inconnu qui peine à prendre ses marques. Peu de gens connaissent et sauraient identifier les deux ministres de la Santé et de l'Éducation nationale...

Les chantiers politiques et sociétaux du gouvernement sont quasiment à l'arrêt ou menacent d'échouer : rien sur la corruption, en dehors du satisfecit affligeant du ministre Mustapha Baitas ; la législation contre l'enrichissement illicite est toujours aussi pauvre, indigente même ; la loi sur la grève patine, tangué, glisse, tombe, sous l'effet de l'approche sécuritaire proposée par le gouvernement à un parlement qui vote tout ce qu'on lui propose et des syndicats qui, avec force, s'opposent ; les Marocains du monde, malgré l'insistance royale, peinent à se voir consacrer une véritable politique publique ; la réforme du



code de la famille pâtit toujours d'un silence du chef du gouvernement, pourtant enjoint à communiquer par le chef de l'Etat qui a fait sa part de travail et qui attend que M. Akhannouch fasse la sienne.

Tout cela pourrait être normal et entrer dans la configuration classique d'un chef de gouvernement qui aurait échoué, ou est en passe de le faire. Cela arrive. Mais ce qui aggrave les choses est la convergence de soupçons sur la mauvaise gouvernance, voire l'incroyable indifférence concernant les chantiers de l'éthique politique. Et les conflits d'intérêt. On en parle abondamment dans les salons et dans les cafés, dans les administrations et dans les entreprises, partout. M. Akhannouch a déjà eu trois ans pour apporter des résultats et en trois ans, force est de constater que le bilan est maigre et, plus grave, considérant la personnalité et le mode de gouvernance du chef de gouvernement, ce bilan ne donne aucune perspective d'amélioration.

On attribue à Einstein cette idée que « la folie, c'est se comporter de la même manière et s'attendre à un résultat différent ». Et du coup, comme on dit désormais avec inélégance, les discussions de café et de salons se transforment en une colère sourde, rentrée, refoulée, face à l'inflation, aux riches qui s'enrichissent et aux autres, les pauvres, qui glissent toujours dangereusement vers leurs limites, face à cette indifférence aux conflits d'intérêts qui fleurissent ici et là... La colère.

Aussi, poursuivre cette expérience gouvernementale avec le même chef de gouvernement et s'attendre à une brusque amélioration des choses dans l'année et demi qui reste à cette mandature ne serait-il pas une folie ?

Il semblerait que dans ces 18 mois qui lui restent à diriger ce gouvernement, il n'aura que le temps de nous en faire perdre ! Après 14 années passées à l'Agriculture, le Maroc se découvre sans eau et la politique agricole menée jusque-là est questionnée ; après 10 ans de décompensation des prix des hydrocarbures, les Marocains découvrent, et souffrent, de prix élevés

Il reste cinq ans à l'organisation du Mondial chez nous, un événement qui suppose une préparation minutieuse des infrastructures, mais qui nécessite aussi une société qui se prépare à l'arrivée de millions de gens d'autres cultures, avec d'autres comportements ; ce mois de compétition, le Maroc sera exposé en vitrine, face au monde. On ne peut rater ce rendez-vous et pour s'y préparer, cinq ans forment un délai raisonnable. Mais il faut en retrancher l'année et demi qui reste à ce gouvernement qui, s'il érige des stades et construit des routes, ne prépare pas l'ambiance et l'environnement qui devront régner en 2030, quand les caméras du monde entier seront braquées sur le Maroc.

Aussi, au vu des résultats obtenus (chômage en hausse, inflation aussi, éthique en berne, le moral aussi) et se fondant sur le bon sens d'Einstein, la question vaut d'être posée.

Il n'y a, dit-on, que les sots qui ne changent pas d'avis. Or, M. Akhannouch est un homme assurément intelligent et il pourrait changer d'avis et de comportement, mais aura-t-il le temps d'obtenir des résultats ?

« Est-il vraiment nécessaire d'attendre la fin de mandat pour organiser des élections ? ».

des carburants, qui poussent tous les autres prix vers le haut (cela s'appelle l'inflation) et que le conflit d'intérêt, dûment établi par un pourtant très prudent Conseil de la concurrence, est régulièrement épinglé par le même Conseil, bien que trop prudent. Quant à la lutte contre la corruption, il semblerait que le gouvernement actuel lutte contre ... cette lutte.

Rédigé par Aziz Boucetta



LE PROTECTIONNISME DE TRUMP VA-T-IL CONDUIRE DE NOUVEAU À UNE GUERRE COMMERCIALE ?

Aussitôt dit, aussitôt fait. Le nouveau Président des USA qui a promis d'instaurer des droits de douane sur des importations en provenance du Canada, du Mexique, de l'Union européenne et surtout de la Chine, n'a pas tardé de passer à l'action. Il commence par ses voisins les plus proches, le Canada et le Mexique, avec lesquels les Etats-Unis sont liés par un accord de libre-échange qui est toujours en vigueur. Les importations en provenance de ces deux pays seront soumises à partir du 2 février à des taxes douanières de 25%. Les importations en provenance de la Chine, dont la liste n'est pas encore arrêtée, doivent s'acquitter d'une taxe de 10% additionnelle. L'Europe qui se prépare à la riposte est toujours en attente des mesures concrètes qu'annoncerait Trump.

Bien sûr, il ne faut pas lire ces mesures indépendamment de l'orientation générale de la nouvelle administration et du contexte mondial actuel. Le discours d'investiture de Trump et son intervention en visioconférence au Forum annuel de Davos qui regroupe les grands de ce monde sont pleins d'enseignements et donnent le ton de la politique américaine pour les quatre années à venir.

Pour mettre en œuvre son slogan « MAGA » (Make America great again signifiant rendre de nouveau sa grandeur à l'Amérique) tout en faisant longuement référence au 25ème Président des USA William McKinley (1897 à 1901) connu pour avoir augmenté les tarifs douaniers de 38% à 50% et avoir annexé des territoires étrangers, Donald Trump a annoncé à qui voudrait l'entendre ses intentions dans un style qui est le sien : simple, direct, teinté d'une bonne dose de populisme et parfois menaçant. C'est un style qui séduit parfaitement ses électeurs présents en masse le jour de l'investiture.

Le Président dispose d'un atout de taille pour parler librement sans craindre les réactions des contre-pouvoirs. Il dispose de la majorité dans les deux Chambres et contrôle également la Cour Suprême. C'est donc un président omnipotent entouré d'un groupe familial et de milliardaires de la Silicon Valley conduits par un Elon Musk, l'homme le plus riche au monde, qui ne se gêne pas à faire des gestes relevant du Nazisme au vu et au su de tout le monde et à intervenir au grand jour dans la vie politique intérieure de certains Etats en utilisant ses moyens financiers et les media qu'il possède. L'objectif, non avoué, de la nouvelle administration américaine, ne consiste-t-il pas à remodeler la carte du monde dans l'espoir de



retrouver la « grandeur de l'Amérique » mise aujourd'hui à rude épreuve ? Certes, les Etats-Unis gardent leur suprématie mondiale, mais ils n'ont plus le monopole du pouvoir sur les affaires du Monde. D'autres puissances ont émergé comme le groupe BRICS et le « Sud Global » qui cherche à s'émanciper des grandes puissances et particulièrement des USA.

Dans ce contexte, brandir l'arme du protectionnisme ne saurait être une solution. Elle n'aboutirait pas à grand-chose. C'est une « doctrine à consommer avec modération » pour reprendre le titre d'un récent article sur le journal français « Les Echos ». Il n'est pas exclu que Trump et ses conseillers le savent bien. Le Président veut juste s'en servir pour négocier d'autres questions sur lesquelles il souhaiterait obtenir une adhésion ou à tout le moins des concessions de la part de ses partenaires. On lui reconnaît d'ailleurs sa maîtrise des techniques de négociation en tant qu'homme d'affaires et « dealer » redoutable. Les exemples sont légion.

Pour mettre en œuvre son plan, il a commencé par le noyau qui lui paraît le plus faible en s'attaquant au Canada et au Mexique. La riposte du Canada a été immédiate : il a annoncé qu'il imposera des tarifs douaniers de 25 % sur une variété de produits américains en réponse aux droits de douane similaires récemment instaurés par le président américain Donald Trump. Cette décision a été révélée par le Premier ministre Justin Trudeau lors d'une conférence de presse, marquant une escalade significative dans les tensions commerciales entre les deux pays. La mesure, qui porte sur une série de produits, devait rentrer en vigueur dès le mardi 4 février.

Le Mexique, par la voie de sa présidente a fait de même sans pour autant préciser ces "mesures tarifaires" ni donner un calendrier de leur mise en œuvre. Pékin a fait part de son opposition, et promis de répliquer avec ses propres mesures, réaffirmant qu'une guerre commerciale ne ferait « pas de vainqueur ».

Si le but affiché par l'administration Trump, à travers des mesures tarifaires, est de substituer une production nationale aux importations ou d'inciter les entreprises américaines, opérant à l'extérieur de relocaliser leurs activités, encore faut-il avoir une politique claire et bien définie à ce sujet. Une telle reconversion ne se passe pas du jour au lendemain suite à une baguette magique : elle demande du temps et beaucoup de moyens. L'ancien président Biden avait cette ambition à travers son programme IRA (Inflation Reduction Act) pour lequel il a débloqué un budget de 370 milliards \$. Ce programme qui vise à favoriser l'émergence d'une industrie verte constituait le début d'une nouvelle ère dans les efforts de décarbonation des États-Unis et devrait accélérer les progrès en vue de l'atténuation du changement climatique. Avec l'arrivée de Trump, qui a cédé au lobby pétrolier et sous la pression des climatosceptiques, ce programme est définitivement abandonné parallèlement à la sortie des Accords de Paris sur le climat. (COP 21).

En définitive, la nouvelle administration américaine place le monde dans une série d'incertitudes et ne fait qu'aggraver le désordre mondial. Même les mesures douanières, à supposer qu'elles soient justifiées, sont mal conçues et ne reposent pas sur des études sérieuses comme viennent de le démontrer deux Economistes Américains spécialistes en la matière, à savoir Arnaud Costinot (MIT) et Andres Rodriguez-Clare (Berkeley). Voici ce qu'ils en pensent dans une interview accordée au journal Le Monde : « Le chiffre de 20 %, tiré de notre propre étude, n'est qu'une « référence » dans la mesure où il provient du modèle économique le plus simple possible. Cela en fait un excellent outil pédagogique, mais pas un guide utile pour la politique publique ». Et de conclure :

« L'économie mondiale a changé. La Chine a émergé comme une nouvelle puissance hégémonique. Il est naturel que la politique économique évolue et s'adapte à ces nouvelles circonstances. Mais les tarifs ne sont pas l'outil puissant capable de résoudre tous les problèmes, contrairement à ce que croit la nouvelle administration Trump. Retenir sa domination dans les secteurs de la haute technologie, regagner une place dans les nouveaux secteurs verts, et restaurer la prospérité dans les régions en difficulté, pour ne citer que quelques objectifs, sont des priorités essentielles pour les années à venir. Une politique économique plus riche et diversifiée est nécessaire, avec les tarifs jouant au mieux un rôle auxiliaire.

Poursuivre une politique de hausse des tarifs mènerait probablement à une nouvelle guerre commerciale mondiale. Ses conséquences, malheureusement, ne sont pas difficiles à prévoir : moins de commerce et, surtout, moins de coopération internationale sur les grands enjeux de notre époque que sont la guerre, la pauvreté et le changement climatique ». (Le Monde 25 janvier p.32). Ces enjeux ne constituent pas malheureusement une priorité pour Trump et les milliardaires de son entourage.

Rédigé par Abdeslam Seddiki



TRIBUNE : NOSTALGIE ET COLÈRE FACE AU MONDE MODERNE

Le monde contemporain me trouble autant qu'il m'éveille. Chaque jour, j'observe son évolution avec un mélange de nostalgie, de colère et d'incompréhension. Ce sentiment ne relève pas d'un simple regret du passé, mais d'un constat douloureux : la haine s'étale sans retenue, la vulgarité devient une norme, l'ignorance s'érige en modèle, le mépris triomphe et l'orgueil gouverne. Face à ce spectacle, il serait si tentant de céder au découragement, de baisser les bras, de se retirer dans une bulle où l'on préserverait un semblant de dignité. **Pourtant, contre toute attente, je ne renonce pas.**

Je ne renonce pas, car quelque chose en moi refuse de sombrer dans le fatalisme. Mon regard est inquiet, mais il demeure curieux. J'écoute, je m'étonne, je réfléchis. Ce n'est pas une simple résilience, c'est une nécessité existentielle. Il m'est impossible de penser seul, replié sur moi-même, sans contradiction, sans dialogue. J'ai besoin d'être provoqué, défié, contesté. Non pour le plaisir de l'opposition, mais parce que le confort intellectuel est une lente agonie de l'esprit. L'acceptation passive des événements, des discours dominants, des tendances éphémères me terrifie bien plus que la brutalité du monde.

Le problème n'est pas tant que l'humanité se soit égarée, mais qu'elle semble ne plus ressentir le besoin de se questionner.

Autrefois, la philosophie était une quête, l'art un questionnement, le débat une exigence. Aujourd'hui, tout semble réduit à des postures, à des opinions jetées comme des pierres, sans profondeur ni nuance. La haine et l'ignorance se nourrissent mutuellement dans un cercle vicieux, où celui qui crie le plus fort impose sa vérité, sans égard pour la complexité du réel.

Et pourtant, malgré ce spectacle désolant, quelque chose en moi persiste à croire qu'il y a encore matière à espérer. Peut-être est-ce la beauté fugace d'un instant de grâce dans ce chaos. Une parole sincère, un geste désintéressé, un éclat de lucidité qui surgit là où on ne l'attendait pas. Peut-être est-ce aussi la certitude que tant qu'il reste un esprit éveillé, un regard en alerte, la bataille n'est pas totalement perdue.

Refuser de se laisser endormir, c'est refuser la mort intellectuelle. C'est comprendre que la nostalgie ne doit pas être une prison, mais une boussole. Oui, le monde d'hier avait ses richesses et ses grandeurs, mais il portait aussi ses travers et ses illusions. Plutôt que de le regretter, il faut en tirer des leçons pour ne pas sombrer dans l'amertume.



Quant à la colère, elle est une arme à double tranchant. Elle peut aveugler et enfermer dans la rancœur, ou bien devenir un moteur pour agir et interroger ce qui nous entoure. Le défi est de ne pas s'y consumer, mais de l'orienter vers un questionnement fertile.



MERCI À NOS CHRONIQUEURES INVITÉS



Le wokisme calcine !

Le dernier bilan des incendies qui ravagent, depuis une semaine, le comté de Los Angeles, en Californie, est de 24 morts et 12.000 bâtiments détruits. Le manque de moyens pour combattre le feu fait ressembler les Etats-Unis à un pays du tiers-monde.

24 personnes sont mortes lors des incendies qui ravagent Los Angeles, depuis une semaine, selon le service de médecine légale du comté. 16 autres personnes ont été portées disparues.

Au moins 12.000 habitations et autres bâtiments ont été détruits par les flammes.

La surface incendiée, jusqu'à présent, serait de plus de 36.000 hectares, soit l'équivalent de celle de la Bande de Gaza.

Mais ce sont moins les conséquences tragiques de ce désastre que sa gestion déficiente par les autorités du comté de Los Angeles qui ont suscité la colère des Américains.

Il faut d'abord souligner la conjonction défavorable de facteurs qui a abouti aux terribles incendies à Los Angeles.

Des vents « réactionnaires »

Après deux années pluvieuses, qui ont stimulé le couvert végétal, s'en est suivi huit mois sans précipitations, qui ont asséché ladite végétation, la rendant propice à nourrir des flammes.

Les vents de Santa Ana, qui soufflent sur la Californie au cours de la saison hivernale et qui ont atteint quelques fois les 160kms/heure au cours de la dernière semaine, une intensité jamais vue depuis 2011, ont facilité l'extension des quatre foyers d'incendies.

L'enquête officielle sur ces incendies venant à peine d'être entamée, il est difficile de connaître, présentement, ce qui les a déclenchés. Il faut, toutefois, préciser, qu'avec une température qui a varié autour des 20° Celsius dans le comté de Los Angeles, puisque l'on est en pleine saison hivernale, il sera difficile d'accuser le réchauffement climatique, comme se plaisent à l'affirmer certains médias.

L'ampleur qu'a prise cette catastrophe au Sud-Est des Etats-Unis est plutôt à chercher dans le cumul de défaillances des autorités du comté de Los Angeles et de l'Etat de Californie, tous dirigés par des Démocrates aux convictions wokistes affichées.



Les wokistes à la barre

Los Angeles, la 2ème ville la plus peuplée des Etats-Unis, ne compte pas plus de 3.800 pompiers, dirigés par une lesbienne, Kristin Crowley, qui milite activement pour les droits des LGBT et accorde une préférence aux « minorités opprimées » (comprendre par-là les femmes, les homosexuels et les personnes de couleurs) à l'emploi et aux promotions.

Les habitants de Los Angeles viennent de découvrir qu'il faut disposer des capacités physiques d'un homme robuste pour exercer la profession de pompier, qui consiste quelques fois à porter un autre homme sur son dos afin de le sortir d'une habitation en flammes.

Mais Kristin Crowley, la cheffe des pompiers de Los Angeles, a vite fait de faire porter le chapeau aux responsables municipaux, qui ont réduit de 17 millions de dollars le budget de son département.

« Nous n'avons pas assez de pompiers », s'est-elle lamentée, ajoutant que plus de 100 véhicules de lutte contre les incendies étaient hors-service !

Un poisson nommé éperlan

Il est vrai que Gavin Newsom, le gouverneur démocrate de la Californie, avait réduit, en 2024, le budget de la prévention incendie pour son Etat de 100 millions de dollars !

Il fallait bien trouver quelque part les 50 millions de dollars donnés par la Californie à Israël pour perpétrer le génocide de Gaza. Faute de moyens suffisants, 16 casernes de pompiers ont dû fermer dans le comté de Los Angeles. Sauf que Gavin Newsom, grand militant écologiste devant le Créateur, a également vidé les réservoirs d'eau du quartier Pacific Palisades de Los Angeles, de près de 443 millions de m³ d'eau, et afin de sauver une espèce de poisson, l'éperlan !

Donald Trump, qui devrait être officiellement investi président des Etats-Unis, le 20 janvier, a eu des mots très durs pour le gouverneur démocrate de Californie. « Le gouverneur a refusé de signer la déclaration de restauration de l'eau qui lui a été présentée, ce qui aurait permis à des millions de gallons d'eau, provenant des précipitations excessives et de la fonte des neiges dans le nord, de s'écouler quotidiennement dans de nombreuses régions de Californie [...]. Il a voulu protéger un poisson sans intérêt, appelé éperlan, en lui donnant plus d'eau (cela n'a pas fonctionné !), mais il ne s'est pas préoccupé des habitants de la Californie ».

Les délinquants et les Canadiens à la rescousse

La maire démocrate de Los Angeles, Karen Bass, qui s'est envolée pour la Ghana afin d'assister à l'investiture du président John Dramani Mahama, et ce après que les incendies se soient déclarés, n'a pas été en reste, non plus. Karen Bass a offert une partie des véhicules de lutte contre les incendies ont été offerts à l'Ukraine ! Résultat : les somptueuses résidences de 8 généraux ukrainiens ont brûlé à Los Angeles. Comment est-ce que de hauts gradés militaires ukrainiens ont pu trouver les moyens financiers pour acquérir des résidences luxueuses à Los Angeles étant, bien entendu, un tout autre sujet.

A la décharge des délinquants américains, 931 détenus de droit commun participent à l'extinction des incendies. Ils travaillent 24 heures sur 24 pour un salaire de 10 dollars par jour. Ils vont, par ailleurs, bénéficier de deux jours supplémentaires d'exonération de peine pour chaque jour travaillé. Ironie du sort, alors que Trump vient à peine de menacer de phagocyter le Canada, c'est ce dernier qui a envoyé une flotte de Canadiens pour aider à éteindre les incendies en Californie, qui compte à peine 8 avions de ce genre...

« Make America woke again » !

Les seuls qui semblent avoir correctement évalué la situation et, de ce fait, n'ont pas été pris de surprise par les incendies à Los Angeles sont les compagnies d'assurance américaines. Deux semaines avant la catastrophe, elles avaient résilié tous les contrats de couverture contre le risque incendie des bâtiments dans ce comté. Ce désastre californien est une véritable gifle pour Donald Trump, qui rêve d'un « Make America great again ».

Comment est-ce que la première puissance économique et militaire de ce monde, qui trouve les moyens de soutenir la guerre en Ukraine et le génocide à Gaza, est incapable de mobiliser les moyens nécessaires pour lutter contre des incendies sur son propre territoire ? Parmi les victimes des incendies à Los Angeles, Anthony Mitchell, un homme dont le fils, Justin, est atteint de paralysie cérébrale. Faute de pompiers capables de sauver son fils, il est resté à ses côtés, jusqu'au bout. Son cadavre a été retrouvé près de celui de son fils, étendu sur le lit.

A son entrée à la Maison blanche, Donald Trump pourra mesurer l'ampleur des ravages causés par le wokisme aux Etats-Unis sous la présidence démocrate. Le wokisme brûle tout sur son passage, autant les valeurs traditionnelles et les bonnes mœurs que les humains et leurs habitations.

Rédigé par Ahmed Naji



DE LA "DÉNAZIFICATION" À LA "DEWOOKINISATION"

Quand la rhétorique politique s'arme des idées polarisantes

La scène politique mondiale continue de surprendre par la créativité des discours utilisés pour mobiliser les masses et justifier des agendas. Après que Vladimir Poutine a invoqué la « dénazification » pour légitimer l'invasion de l'Ukraine, voilà que Donald Trump, fraîchement élu, semble vouloir s'engager dans une « dewookinisation » de l'Amérique. Deux contextes différents, mais une mécanique commune : l'exploitation des peurs et des fractures idéologiques pour polariser et consolider le pouvoir.

En février 2022, Vladimir Poutine a déclenché une guerre en Ukraine sous prétexte de « dénazification ».

Selon le Kremlin, cette opération visait à éradiquer l'influence néonazie prétendument omniprésente dans le pays. Une assertion fortement contestée par les historiens et les institutions internationales, qui y voient un prétexte géopolitique masquant une volonté expansionniste.

Ce discours s'est révélé efficace sur une partie de l'opinion publique russe, éveillant les souvenirs de la Seconde Guerre mondiale et capitalisant sur le sentiment nationaliste. En Occident, cependant, il a suscité l'incrédulité et renforcé l'unité des démocraties contre Moscou. En fin de compte, cette rhétorique a davantage isolé la Russie sur la scène internationale qu'elle ne l'a renforcée.

De son côté, Donald Trump, emblème du populisme américain, semble prêt à relancer sa croisade contre le « wokisme ». Ce terme, initialement utilisé pour désigner une prise de conscience des inégalités raciales et sociales, a été détourné par les conservateurs pour englober tout ce qu'ils jugent excessif dans les idées progressistes.

Le discours de Trump sur la « dewookinisation » pourrait être interprété comme une tentative de recentrer l'Amérique sur des valeurs dites traditionnelles. Cette posture vise à séduire une base électorale frustrée par les évolutions sociales perçues comme rapides et imposées par une élite urbaine. Cependant, cette approche soulève des inquiétudes sur son potentiel à intensifier les divisions idéologiques au sein du pays.

Malgré des contextes radicalement différents, la « dénazification » de Poutine et la « dewookinisation » de Trump reposent sur une même logique : simplifier des problèmes complexes pour en faire des luttes existentielles. Dans les deux cas, ces récits polarisants jouent sur les émotions, qu'il s'agisse de nostalgie nationaliste ou de peur d'un changement culturel imposé.



Cependant, les risques sont multiples. De telles rhétoriques renforcent les clivages internes et minent le dialogue démocratique, qu'il s'agisse d'une société russe déjà étouffée par la propagande ou d'une Amérique fracturée entre progressistes et conservateurs

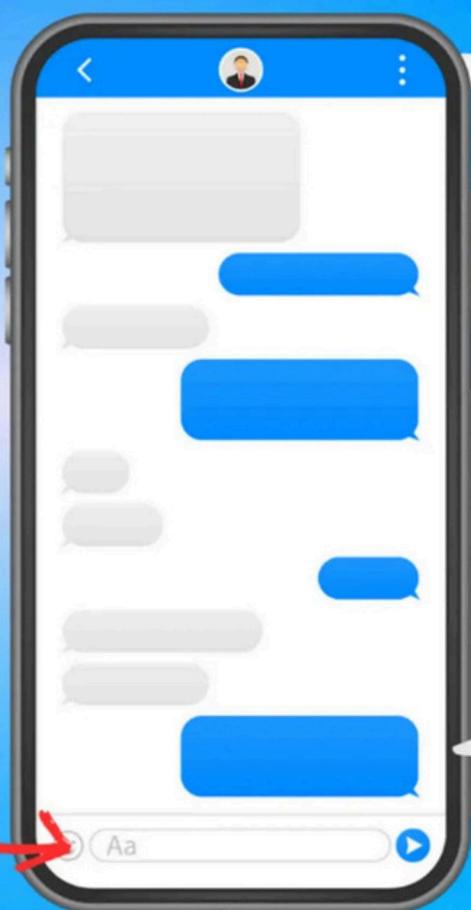
Les discours populistes, qu'ils soient géopolitiques ou culturels, ont en commun de détourner l'attention des véritables défis. Dans le cas de la Russie, la question d'un État de droit et de libertés fondamentales est éclipsée par un récit militariste. Aux États-Unis, la rhétorique anti-woke détourne des enjeux plus urgents comme les inégalités économiques ou le changement climatique.

Face à ces stratégies, la vigilance des citoyens et des médias est cruciale. La manipulation des peurs et des fractures idéologiques, bien qu'efficace à court terme, fragilise les sociétés à long terme, posant un défi majeur pour la démocratie.

Rédigé par Adnane Benchakroun

L'ODJ CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.



SCAN ME



TRUMP ET LE MAROC, À QUOI FAUT-IL S'ATTENDRE ?

Dans ce monde qui bouge sans cesse et qui apporte chaque année son lot d'incertitudes et son cortège de forfaitures, la diplomatie marocaine a compris le jeu et les enjeux, et a décidé de bouger à son tour. Cela a été théorisé et exposé le 20 avril 2016, dans le mémorable et désormais fameux discours du roi Mohammed VI à Ryad, avec cette volonté désormais affichée et décomplexée de maintenir et cultiver les partenariats anciens tout en prospectant et en ouvrant de nouvelles alliances. C'est intelligent, c'est audacieux, mais cela ne risque pas de plaire à tout le monde, dont Donald Trump. Que fera le Maroc ?

Le royaume, on le sait, a un problème avec la communauté internationale, et ce problème s'appelle le Sahara, marocain pour les Marocains, occidental pour tous ceux qui n'en reconnaissent pas la marocanité. En face, l'ONU et son Conseil de sécurité... tant que les choses allaient bien entre les grands, Rabat était mis sous pression, concédant toujours quelque chose aux puissants, souvent uniquement pour maintenir le statu quo, et souvent aussi juste avant le vote de la résolution consacrée au Sahara. Et puis le Maroc a compris... il a compris que ce n'est qu'en proposant et en osant qu'on arrive à ses fins ; ainsi, en 2007, il propose le plan d'autonomie, et en 2022, il ose le « prisme ».

Dans l'intervalle, et dès après l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche en 2017, commencent les discussions, tractations, négociations qui devaient aboutir, en décembre 2020, à l'Accord Tripartite Etats-Unis-Maroc-Israël, aux termes duquel les deux pays reconnaissent la marocanité du Sud marocain, en contrepartie d'une officialisation des relations Rabat-Tel Aviv. Le Maroc s'est alors senti pousser des ailes, engageant un bras de fer avec Madrid et Berlin, puis Paris, se rapprochant encore plus, encore mieux, des royaumes et émirats du Golfe, multipliant les initiatives sur le continent africain (médiations et désenclavement du Sahel, façade atlantique africaine, Observatoire de la migration...), s'essayant avec un succès croissant à l'Amérique latine...

Parallèlement à tout cela, Rabat gagne en courage, augmente en témérité et franchit le seuil de l'autonomie diplomatique et géostratégique. Il signe avec les Russes un partenariat stratégique global, puis un accord sur l'atome, refuse de systématiquement condamner Moscou sur injonction occidentale, et développe encore plus ses relations multidimensionnelles avec la Chine. Et les choses deviennent intéressantes avec ce dernier pays, à travers le lancement récent de la construction de la Gigafactory de batteries électriques de Kenitra, qui vient renforcer le projet de la Cité Mohammed VI Tanger Tech. En novembre dernier, le président Xi Ping effectue une visite aussi courte que remarquée à Casablanca, une escale technique éminemment politique lors de laquelle, reçu en grande pompe par le prince héritier, en



présence d'Aziz Akhannouch, il s'entend confirmer par Moulay Hassan que « la famille royale et le gouvernement marocains sont fermement engagés dans le développement des relations bilatérales et sont prêts à maintenir des échanges de haut niveau avec la Chine et à renforcer la coopération dans divers domaines » ; le Prince affirme et le chef du gouvernement confirme.

Or, les Chinois, connus pour voir loin, ont leur idée. Investir et s'investir au Maroc leur permettra d'avoir accès aux marchés de l'UE et des Etats-Unis, deux espaces ayant signé des partenariats de libre-échange avec le Maroc. Et de fait, si les Chinois fabriquent leurs batteries électriques dans le royaume et que le label Made in Morocco soit engagé et possible, le Maroc jouera dans la cour des Grands, mais lesdits Grands, côté occidental, pourraient bien ne pas donner leur bénédiction à tout cela. En effet, permettre et même faciliter la concurrence chinoise de l'industrie automobile électrique occidentale est pour le royaume une entreprise ambitieuse, audacieuse, mais périlleuse ; car parmi les industriels concernés figurent Tesla, appartenant à un certain Elon Musk... et parce que, aussi, on a vu comment Donald Trump œuvre à protéger les industries de son pays. Et celles de son ami.

Il n'en faudrait donc pas plus au Maroc pour irriter Trump, qui aurait déjà fait savoir ses réserves sur les relations de plus en plus fortes entre Rabat et Pékin. Or, il y a Israël, Gaza, la question palestinienne, et la reconnaissance par Washington de la marocanité du Sahara. Et on sait le peu de cas que le président américain fait de la parole donnée ou des accords signés... Le Maroc devra donc s'attendre, dans les jours ou semaines qui suivent, à des négociations serrées avec les Américains de Donald Trump et d'Elon Musk. On peut même dire et prédire que la diplomatie marocaine devra affronter des moments difficiles car on sait aussi la violence et la brutalité des négociations avec Donald Trump.

Le Maroc est un pays pré-émergent, qui se donne les moyens et se drape de l'ambition de son émergence ; il est membre influent de la Ligue arabe et de l'Union africaine ; il a signé à tour de bras des partenariats avec l'Etat d'Israël, actuellement au centre des préoccupations américaines pour l'après-massacre de Gaza, et il est lié par l'Accord Tripartite ; il traite avec les Chinois et les Russes dans des secteurs considérés comme stratégiques par les Occidentaux, il s'installe et s'impose comme plateforme portuaire mondiale ; il est le facilitateur de l'engagement émirati dans le Sahel...

Et donc, en toute logique, et au vu de la manière brutale de Trump de considérer des alliés aussi proches que le Canada ou l'Union européenne, on peut s'attendre à un traitement dur à l'égard du Maroc. Comment Rabat réagira-t-il ? Quelles seront les concessions qu'il acceptera : consolidation avec Israël, dans quel sens et quelles limites, et/ou distanciation avec Chine et Russie, dans quels secteurs et à quelle ampleur ?

Dans le cas où le bras de fer s'engage, le Maroc n'aura qu'une seule carte à jouer, celle qu'il maîtrise le mieux, celle où il a le plus d'atouts, le temps. Donald Trump a deux ans pour appliquer sa politique et, s'il reconduit sa majorité absolue dans toutes les institutions américaines en 2026, il aura deux ans de plus. Le Maroc aura-t-il la force de tenir ces deux ou quatre ans, sachant que M. Trump ne joue pas le jeu, ne respecte aucune règle (on se souvient de l'attribution du Mondial 2026 et des menaces trumpiennes) et qu'il pourrait créer des problèmes à Rabat avec son voisinage, avec l'ONU, avec la FIFA (Mondial 2030), avec une Algérie prête à tout pour ennuyer le Maroc, y compris renoncer à ses amitiés russes pour s'approcher des Etats-Unis...

D'ores et déjà, il semblerait que Washington joue l'équilibre entre les deux rivaux maghrébins. Voici ce qu'a dit Marco Rubio à Nasser Bourita, le 27 janvier : « Le secrétaire d'État, Marco Rubio, s'est entretenu aujourd'hui avec le ministre des Affaires étrangères du Maroc, Nasser Bourita. Le secrétaire et le ministre ont discuté du partenariat solide entre les États-Unis et le Maroc pour faire progresser la paix et la sécurité régionales et mondiales, sous le leadership du roi Mohamed VI. Ils ont discuté de la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu à Gaza, de la libération des otages et du rôle de chef de file du Maroc dans l'apport d'aide humanitaire à Gaza »... et voilà ce que le même Rubio a dit à Ahmed Attaf, le chef de la diplomatie algérienne, le lendemain : « Le secrétaire d'État, Marco Rubio, s'est entretenu aujourd'hui avec le ministre des Affaires étrangères algérien, Ahmed Attaf. Le secrétaire et le ministre des Affaires étrangères ont discuté du partenariat solide entre les États-Unis et l'Algérie pour faire progresser la paix et la sécurité régionales et mondiales, sous le leadership du président Tebboune. Ils ont discuté de la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu à Gaza, de la libération des otages et du rôle de chef de file de l'Algérie dans l'aide humanitaire apportée à Gaza ». Cherchez la différence...

Contrairement à la France et à l'Espagne avec lesquelles, pendant la période de froid, il fallait parler aux Français et aux Espagnols et les convaincre, avec l'Amérique trumpienne, il en va autrement. Elle n'est pas réceptive au discours de raison et encore moins à celui du bras de fer, et c'est donc sur le front interne que les choses vont se jouer pour le Maroc, et en premier une société civile engagée et donc impliquée et donc informée, une économie en ordre de marche où rente, mauvaise gouvernance et manque d'audace n'auraient plus droit de cité et, enfin, une classe politique, un gouvernement et un chef de gouvernement autrement plus impliqués et bien plus efficaces, pour soutenir un Nasser Bourita qui en aura bien besoin. Mais ça, personne n'y pense, tout le monde se met en mode Mondial, comme le fait très justement remarquer notre consoeur et amie [Souad Mekkaoui](#)...

Rédigé par Aziz Boucetta



FASCISME EN AMÉRIQUE : ET S'IL NE S'AGISSAIT QUE DU DÉBUT !?

Dictature ou autocratie : La démocratie américaine est-elle menacée par une dérive fasciste ?

Vers une "fascisation des Etats-Unis" ?

Peut-on considérer que Donald Trump version deux consacre la renaissance de la forme originelle du capitalisme par le biais d'une idéologie Post- fasciste !?

L'annonce, par le président américain, de lourds droits de douane sur les importations de Chine (10 %), du Canada et du Mexique (25 %) sonne comme une déclaration de guerre, et consacre effectivement la renaissance de la forme originelle du capitalisme !

En vue d'éventuelles négociations , il met sur la table des questions qui n'ont rien à voir afin d'en faire un moyen de pression, et de chantage plutôt, sur d'autres dossiers en jeu !

Ainsi, si une pause d'un mois a été décidée in-extremis avant l'entrée en vigueur des nouveaux tarifs douaniers avec le Canada et le Mexique, ces deux pays ont capitulé face aux exigences de la maison blanche qui réclamait un contrôle des forces armées le long des frontières pour stopper le trafic d'une drogue made in china qui fait fureur aux Etats Unis et qui aurait tué plus de 200 mille personnes en 2024 !

Absolument extravagant : Elon Musk vient de faire main basse sur le Trésor américain et ainsi, le chef d'entreprise le plus riche au monde détient désormais les données fiscales et les comptes bancaires de tous les contribuables et surtout, des entreprises concurrentes à Tesla , SpaceX , Neurolinks et des marchés publics. Un conflit d'intérêts parfaitement hallucinant !

Avec l'Europe, que l'Amérique protège sur le plan militaire, les surtaxes prennent l'air de sanctions commerciales qui mettent Bruxelles entre le marteau et l'enclume.

Maintenant, il reste juste à comprendre comment fonctionne une démocratie entre un Joe Biden qui , malgré ses pertes de mémoire, a montré tout son savoir-faire pour écouler le maximum du stock du Pentagone de bombes et de munitions qui auraient pû être périmés s'il n'y avait eu la guerre d'Ukraine et le génocide dans la bande de Gaza et Donald Trump qui cherche à faire savoir que l'Amérique continuera la guerre par d'autres moyens, y compris contre ses propres alliés !

Trump saison deux !

Même si le Canada, le Mexique ont cédé aux demandes de la Maison Blanche concernant le contrôle des frontières , leur riposte montre que la résistance à la Maison Blanche s'organise et que de nouveaux bras de fer et de nouvelles tensions vont caractériser la politique internationale.



Donald Trump est-il fasciste ?

Beaucoup de stratégies de Donald Trump sont similaires à celles des mouvements fascistes : Identifier des personnes comme des menaces pour l'Etat, définir l'identité américaine avec des critères culturels et raciaux qui excluent toute une partie de la population, se méfier des médias et essayer de les discréditer. Culte de la personnalité, racisme et hyper-masculinité !

La méthode Trump est effectivement révélatrice d'un mépris de la démocratie avec la mise en œuvre d'un programme xénophobe risquant de fragiliser à long terme les institutions américaines. En campagne, il avait même laissé planer l'idée qu'il pourrait "être un dictateur pour un jour".

De quoi pousser les démocrates, Kamala Harris en tête, à qualifier Donald Trump de "fasciste". Alors que le milliardaire s'apprêtait à retrouver la Maison Blanche, huit ans après avoir occupé la plus haute fonction du pays , la pertinence de ce terme pour désigner le 47e président américain est à la fois troublante et intrigante selon de nombreux spécialistes.

Dès 2016, experts et médias relevaient des points communs entre le milliardaire et les dirigeants autoritaires ou totalitaires qui avaient pris le pouvoir en Italie, en Allemagne et en Espagne dans les années 1930, relèvait le New York Times. "Les gens que vous n'aimez pas ne sont pas tous des fascistes", pointait toutefois l'historien Robert Paxton, éminent spécialiste de ces mouvements, lors du premier mandat du milliardaire.

Beaucoup de stratégies de Donald Trump sont similaires à celles des mouvements fascistes !

Huit ans plus tard, le consensus est plus large. Robert Paxton lui-même a changé d'avis, dans les colonnes de Newsweek . Désormais, cette étiquette lui semble "non seulement acceptable, mais nécessaire" pour parler du président américain.

Identifier des personnes comme des menaces pour l'Etat, définir l'identité américaine avec des critères culturels et raciaux qui excluent toute une partie de la population, se méfier des médias et essayer de les discréditer : Beaucoup de stratégies de Donald Trump sont effectivement et étrangement similaires à celles des mouvements fascistes !

Mais, alors que le monde a évolué , il ne faut pas s'attendre à ce qu'il soit en tout point similaire aux régimes de Mussolini ou Hitler !

Il s'agit plutôt et surtout de "post-fascisme car le fascisme du XXIe siècle ne peut pas être une répétition de celui des années 1930 , malgré des points communs entre plusieurs partis modernes nationalistes, xénophobes, de droite radicale, qui dans certains cas trouvent leurs origines dans les mouvements néofascistes – le Rassemblement national en France – ou fascistes – les Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni".

Il existe actuellement une vaste constellation de mouvements d'extrême droite qui ont émergé et pris le pouvoir dans plusieurs pays ces dix dernières années et Donald Trump participe et y contribue à sa manière !

Comme les mouvements fascistes européens, Donald Trump veut définir qui peut être citoyen ou non, qui peut voir ses droits respectés ou rabotés. Il n'y a plus de place pour la différence, ni pour la contradiction.

Dans les années 1930, les leaders fascistes établissaient une relation quasiment physique avec les foules ou plus précisément , la communauté de leurs disciples. Désormais, cela passe par les réseaux sociaux et les chaînes de télévision !

Des moyens de communication que Donald Trump maîtrise à la perfection. En s'adressant directement à eux et en employant un ton moins intellectuel que les hommes politiques traditionnels, il donne l'illusion à ses partisans qu'il est proche d'eux !

Culte de la personnalité, racisme et hypermasculinité !

Il possède également un charisme exceptionnel en tant que chef politique, et ce charisme est ressorti encore amplifié de la tentative d'assassinat à laquelle il avait survécu en juillet !

Cette "Trumpmania", qui rappelle le culte de la personnalité au cœur des mouvements fascistes, repose au passage, sur le fait que le milliardaire a pris la dimension d'une sorte de figure mystique que l'on suit non pas parce qu'on est convaincu par ses arguments, mais parce qu'on a une sorte de foi en lui .

La campagne du milliardaire s'est aussi appuyée sur une promotion de l'hyper masculinité faisant écho au virilisme fasciste. Dans l'Allemagne nazie, il existait une idéalisation du corps masculin musclé. On la retrouve chez certains influenceurs supporters de Donald Trump, qui mêlent vidéos de fitness et discours d'extrême droite sur les réseaux sociaux !

"Avec lui, on a le droit d'être des vrais mecs" : Donald Trump fait mouche chez les jeunes électeurs obsédés par la virilité !

Le républicain a "puisé dans le sentiment de certains hommes d'avoir un rôle diminué dans l'espace public", estime Nadia E. Brown, professeure de sciences politiques et d'études des genres à l'université Georgetown.

"Ce discours diabolise tous ceux qui s'affranchissent des normes traditionnelles et genrées, en cherchant à renvoyer les femmes à la sphère privée et en identifiant les personnes LGBT+ comme des ennemis de l'Etat."

L'idée de mobiliser des électeurs en désignant un ennemi à abattre n'est pas inédite. Le fascisme des années 1930 était profondément antisémite. Les mouvements post-fascistes, eux, sont tous islamophobes ! .

Donald Trump avait déjà visé les musulmans, en signant en 2017 un décret interdisant l'entrée sur le territoire aux ressortissants d'une dizaine de pays à majorité musulmane.

Le président américain manifeste en plus, depuis son premier mandat, un racisme tourné en premier lieu vers l'Amérique latine, avec la promesse d'expulsions massives et d'un mur à la frontière avec le Mexique pour "nettoyer l'Amérique" ! Vers une "fascisation des Etats-Unis" ?

La politique de Trump, reposant sur l'idée qu'il peut faire tout ce qu'il veut, fera-t-elle en sorte que la démocratie américaine sera moins solide dans quatre ans ! ?

Avec la remise en cause de la démocratie, historiens et politologues sont de plus en plus nombreux à qualifier Donald Trump de "fasciste" !

Mais le principal point commun de Donald Trump avec les mouvements fascistes est sa volonté, affichée et affirmée, de s'écarter de l'Etat de droit, quitte à tordre la Constitution si cela peut servir ses intérêts !

Trump : I have a dream !

Entre son délire de nettoyer l'Amérique et son rêve de faire de la bande de Gaza une Côte d'Azur, sans les Palestiniens, Trump commet curieusement toutefois des maladresses inattendues car la French Riviera est une marque commerciale avec droits d'auteurs normalement.

Et puis, il contredit son "America first" avec ce fantasme irréaliste et ce souhait d'occuper la Bande de Gaza par l'armée américaine qui a provoqué une levée de boucliers chez les principales capitales .

La revendication par Donald Trump d'une épuration ethnique des Palestiniens à Gaza, devant Benjamin Nétanyahou qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour crime contre l'humanité, confirme que sa présidence est une déclaration de guerre aux idéaux démocratiques les plus élémentaires.

C'est bien là la preuve qu'il marche sur tout le monde et que l'ouragan Trump piétine, sans ménagement aucun, les conventions et méprise les règles et les normes! Il ne s'agit certainement que du début : le début de la fin ou la fin du début !?

La résistance naissante au fascisme rampant en Amérique s'organise et il reste juste à savoir quelle dimension elle peut prendre et dans quelles proportions elle peut contrarier les projets de Trump.

Rédigé par Hafid Fassi Fihri



WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!

R212
L2DJ

GOVERNEMENT AKHANNOUCH II, 100 JOURS, SANS ÉCLAT...

La règle des 100 jours doit son nom à cette période de l'histoire de France marquant le retour de Napoléon de l'île d'Elbe et la fuite de Louis XVIII, pour une reprise du pouvoir qui devait être durable mais qui n'a pas dépassé les cent jours, s'achevant net avec Waterloo. Depuis, il est devenu traditionnel d'examiner l'action d'un Exécutif en 100 jours. Et le gouvernement Akhannouch II a précisément 100 jours, l'heure de faire un bilan d'étape.

Ce qui devrait inquiéter M. Akhannouch est que cette phase des 100 jours est passée complètement inaperçue. Personne ou presque n'a relevé la fin de la période, et cela en soi est un désaveu. « Qu'on parle de moi en bien ou en mal, peu importe. L'essentiel, c'est qu'on parle de moi », disait quelqu'un ; cela ne s'est pas fait et cela est un signe. Cette période est celle où, selon ce qui est devenu une tradition quasi universelle, un gouvernement doit lancer une politique nouvelle, avec des personnels nouveaux et des idées nouvelles, pour un renouveau général du pays ou de sa société ; c'est la période d'observation de l'action du nouvel Exécutif, mais aussi une période d'indulgence et de patience, laissant le temps aux nouveaux venus de faire ce qu'ils pensent bon de faire : initier des transformations profondes, pour impulser une nouvelle dynamique dans la politique du pays.

Le 23 octobre dernier, après plusieurs mois de rumeurs persistantes, souvent insistantes mais toujours évanescentes, un remaniement gouvernemental avait finalement eu lieu. Huit ministres pleins et délégués partent alors et sont remplacés par huit autres responsables, dans le respect de l'équilibre numérique des trois partis formant la majorité, et six secrétaires d'Etat font leur entrée au gouvernement, toujours en veillant à l'égalité numérique de départ.

Des départements importants sont concernés par ce remaniement, comme l'Agriculture, la Santé et l'Education nationale... trois ministères au centre de problématiques nationales profondes : l'agriculture doit être repensée dans cette nouvelle réalité hydrique de la 7ème année consécutive de sécheresse ; pour la santé, le basculement vers le nouvel objectif de la protection universelle peine à prendre forme, tout le monde donnant des chiffres contradictoires ; et, enfin, à l'Education nationale, l'ancien ministre Chakib Benmoussa et ses équipes avaient mis au point le programme des écoles pionnières, dont le Maroc attendait (et attend toujours) beaucoup.

A l'époque, en octobre dernier, les commentaires se concentraient sur les profils retenus pour ces trois éminentes fonctions et tout le monde constatait la proximité du chef du gouvernement Aziz Akhannouch avec les trois personnages... un ancien cadre d'Akwa, un ancien actionnaire du groupe familial Akhannouch et un cadre du ministère de l'Agriculture, dirigé 14 années durant par l'actuel chef du gouvernement.



Cela n'est pas un mal, un responsable étant en situation confortable avec des gens qu'il connaît et avec lesquels il sait travailler. M. Akhannouch aurait quand même pu à l'époque clarifier ses choix et ses ambitions, présenter la raison de la sélection de ces profils plutôt que d'autres, expliquer le départ de certains ministres (comme Mohsine Jazouli par exemple). Il ne l'a pas fait.

Aujourd'hui, 100 jours sont passés et l'heure du bilan des Cent-jours a sonné. Qu'ont donc apporté de nouveau, d'inédit, de spectaculaire voire même de révolutionnaire ces ministres ? L'agriculture est toujours sinistrée, et certains parlent même, cette année encore, d'annulation du sacrifice du mouton, quand l'heure sera venue. Pour la santé, la maladie du secteur avance, et même le très calme Fouzi Lekjaâ s'est énervé contre les prix des médicaments, les gens désireux de faire une Omra chaâbanesque resteront au pays, faute de vaccins anti-méningite disponibles, et l'AMO/Protection universelle tanguent et vacillent, gravement. Enfin, à la question de savoir où en sont exactement les écoles pionnières, seul Chakib Benmoussa pourrait répondre, lui le concepteur de l'idée et du Nouveau modèle de développement, mais seulement voilà, il n'est plus ministre...

Pire encore, ces nouveaux ministres, en plus d'être totalement inaudibles et plus ou moins invisibles, étaient et demeurent, trois mois après, inconnus du grand public, dont ils gèrent pourtant le secteur agricole, l'éducation des progénitures et la bonne santé et l'assurance contre la maladie. Et il en va de même pour les autres promus au gouvernement, ministres, pleins ou délégués, et secrétaires d'Etat.

La question est de savoir en quoi, pourquoi et comment le cabinet Akhannouch II diffère-t-il du I, et quelle valeur ajoutée apporte-t-il au Maroc, par rapport au premier gouvernement. Ce qui s'est passé le 23 octobre n'est pas un simple remaniement technique, pas plus d'ailleurs qu'il n'est politique puisque les trois partis formant la majorité la forment toujours, seuls. Mais le nombre de partants et d'arrivants, ainsi que la nature de leurs départements, établissent que ce jour-là, au palais royal, le roi Mohammed VI a nommé un nouveau gouvernement avec le même chef, puisque tous les ministres, y compris M. Akhannouch, ont été reçus et annoncés en leurs fonctions.

On aurait donc pu attendre des explications du chef du gouvernement, une déclaration de la politique générale du nouvel Exécutif, une présentation des nouveaux objectifs ou de nouvelles politiques publiques... M. Akhannouch a décidé de ne rien dire, de procéder à un remaniement dont les causes profondes restent inconnues, et de poursuivre sa politique sans communication, en dépit d'une équipe de communication qui fait ce qu'elle peut. Alors que les problèmes s'aggravent... l'inflation est tenace et devient (é)norme, le chômage s'incrute et s'installe, la classe moyenne perd de plus en plus ses moyens et sa confiance, et les agriculteurs s'en remettent à Dieu ...

Cent jours après son installation, le gouvernement se retrouve à un an et demi des élections, et déjà les esprits s'échauffent et les uns et les autres fourbissent leurs armes. La majorité se fissure, avec Nizar Baraka qui critique la politique en matière d'emploi, les dirigeants du PAM qui parlent déjà du « gouvernement du Mondial », allusion au futur gouvernement, qu'ils se verraient bien diriger. Et une grève générale est observée, à l'appel de syndicats qui ne pèsent pas bien lourd mais qui essaient de se faire entendre ; et une grève générale, même réussie (ce qui est loin d'être le cas avec l'actuelle), ce n'est jamais bon pour attirer l'investissement étranger.

Avec le gouvernement Akhannouch II, les Cent-jours n'indiquent pas la fin d'une période de lancement de nouvelles politiques, mais le point de départ de la campagne électorale. M. Akhannouch s'y verrait bien, M. Bensaïd et Mme Mansouri s'y verraient bien, M. Baraka s'y verrait bien, et d'autres encore s'y verraient bien. Quant à la population, elle ne voit rien.

Rédigé par Aziz Boucetta



LE MAROC SIGNE 27 ACCORDS POUR RENFORCER SA DIPLOMATIE

Le Parlement marocain a récemment approuvé 27 accords internationaux, marquant une étape importante dans la politique étrangère du Royaume. Ces accords, qui couvrent des domaines variés tels que le commerce, la sécurité, l'environnement et les droits humains, témoignent de la volonté du Maroc de consolider sa position sur la scène internationale tout en diversifiant ses partenariats stratégiques.

Le Maroc renforce ses alliances internationales avec l'approbation de 27 accords

Lors d'une session parlementaire, le ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, a précisé que l'ambition du Royaume ne réside pas dans la simple multiplication des accords, mais dans leur qualité et leur impact concret. "Ces accords traduisent notre engagement à bâtir des relations solides et mutuellement bénéfiques avec nos partenaires, tout en garantissant le respect de nos intérêts nationaux", a-t-il déclaré.

Parmi les accords les plus notables figurent ceux signés avec des pays africains dans le cadre de la coopération Sud-Sud, un pilier de la diplomatie marocaine. Ces partenariats visent à renforcer les échanges économiques et à promouvoir le développement durable sur le continent. D'autres accords, notamment avec des pays européens et asiatiques, concernent des questions aussi diverses que la lutte contre le changement climatique, la sécurité alimentaire et la gestion des flux migratoires.

Cette démarche s'inscrit dans une stratégie globale visant à renforcer l'influence du Maroc à l'échelle régionale et internationale. À titre de comparaison, des pays comme le Rwanda et l'Éthiopie ont également adopté des approches similaires, en multipliant les accords bilatéraux et multilatéraux pour attirer des investissements et diversifier leurs économies.

Cependant, certains observateurs soulignent que la mise en œuvre de ces accords reste un défi majeur. "Ce n'est pas seulement une question de signature. Il faut s'assurer que ces engagements se traduisent par des résultats concrets pour les citoyens", explique un analyste politique.



À court terme, ces accords pourraient renforcer la coopération économique et diplomatique du Maroc avec ses partenaires. À long terme, ils pourraient consolider sa position comme un acteur clé dans des enjeux globaux tels que la transition énergétique et la sécurité régionale.

Rédigé par Mamoune ACHARKI

iCHRONIQUES

RETRO
2024

BIENVENUE AU CARREFOUR DES IDÉES, ICI, LES PLUMES DES CHRONIQUEURS ET EXPERTS SE CROISENT !



SCAN ME!
WWW.LODJ.MA
NUMÉRO HORS-SÉRIE

FLASH-BACK DES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

DE L'ANNÉE DÉCRYPTÉS PAR NOS CHRONIQUEURS ET EXPERTS INVITÉS

25 ANS DE RÈGNE, REMANIEMENT, RECENSEMENT, PLF 2025..



www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.



Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME